

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1052^e
SÉANCE**

Mardi 1er novembre 1966,
à 10 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Point 45 de l'ordre du jour: Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	201

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite) [A/5803, chap. III, sect. V; A/6430, E/3840, A/C.2/L.870 et Corr.1 et Add.1, A/C.2/L.871, A/C.2/L.873, A/C.2/L.874]

1. M. FILALI (Maroc) déclare que le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.870 et Corr.1) témoigne du désir qu'éprouvent de nombreux pays en voie de développement de consolider leur indépendance politique en exerçant leur droit de bénéficier des avantages que procure l'exploitation de leurs ressources naturelles. Maintenant que l'ère de la domination coloniale touche à sa fin, il importe de prendre les mesures voulues pour garantir le plein exercice de ce droit, qui a été affirmé dans de nombreuses résolutions des organes des Nations Unies, par la coopération internationale, tant publique que privée.

2. Le Maroc se rend parfaitement compte de l'utilité des investissements étrangers, qui sont protégés sur son territoire par un code souple, libéral et sans ambiguïté. La crainte exprimée par certains pays développés de voir le projet de résolution décourager les investissements étrangers dans les pays en voie de développement est dénuée de tout fondement, étant donné que ce projet reconnaît que les pays en voie de développement ont besoin d'une assistance technique et d'une assistance en capitaux publics et privés, et demande même aux pays développés de fournir cette assistance. La délégation marocaine, qui espère que le projet de résolution recueillera un appui unanime, demande à figurer sur la liste des auteurs.

3. M. VILFAN (Yougoslavie) fait remarquer qu'un certain nombre de points de vue divergents sont apparus au cours du débat, et qu'un accord ne sera possible que si certains malentendus sont dissipés.

4. Tout en souscrivant entièrement à l'avis que la Commission ne doit pas se mêler de définitions juridiques, la délégation yougoslave ne voit aucun mal à réaffirmer un principe déjà établi dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale.

5. Comme le représentant des Etats-Unis l'a fait remarquer (1050^e séance), de nombreux pays en voie de développement ne sont pas en mesure d'exercer pleinement leur droit de souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles et doivent accepter les conditions que leur offrent les fournisseurs de capitaux étrangers. Le projet de résolution vise à remédier à cette situation inique, legs de l'ère coloniale, en améliorant les conditions d'exploitation et de commercialisation des ressources des pays en voie de développement et en fixant des normes pour les nouveaux accords à venir. Il est donc parfaitement normal de reconnaître que les pays en voie de développement ont le droit de s'assurer une participation accrue à la gestion, aux avantages et aux bénéfices de l'exploitation de leurs ressources naturelles dans les cas où cette exploitation est assurée entièrement ou partiellement par des capitaux étrangers. Les auteurs n'attendent pas de l'Organisation des Nations Unies qu'elle participe aux négociations, mais cherchent à établir des principes directeurs et des normes de conduite correspondant mieux aux tendances générales de la coopération économique internationale.

6. Le représentant des Etats-Unis a également émis l'idée que certaines dispositions risqueraient de décourager les investissements de capitaux étrangers. Or, les craintes de ce genre exprimées au cours des vingt dernières années n'ont pas empêché l'entrée des capitaux étrangers. Il n'y a certainement pas lieu d'encourager l'isolationnisme économique, mais les pays en voie de développement doivent avoir la certitude que la communauté internationale défendra leur indépendance.

7. Le projet de résolution est plus qu'un simple énoncé des principes qui doivent servir de base à la souveraineté permanente. Il indique également que la situation actuelle, issue de la domination coloniale antérieure, n'est pas favorable aux pays en voie de développement, et prévoit des mesures précises pour permettre à ces pays d'exercer une liberté de choix véritable. Le représentant des Etats-Unis, quant à lui, tout en remarquant que les pays en voie de développement n'étaient souvent pas à même d'exercer leur droit à la souveraineté permanente, n'accepte pas, comme il serait logique de le faire, les mesures propres à remédier à cette situation.

M. Boïko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

8. M. ENDREFFY (Hongrie) déclare que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est capitale pour l'indépendance économique des pays en voie de développement. La délégation hongroise appuie le projet de résolution, qui semble de nature

à éliminer certaines des controverses qui ont marqué les sessions antérieures.

9. Bon nombre des pays en voie de développement n'ont pas les ressources matérielles et humaines voulues pour exploiter et commercialiser entièrement leurs ressources naturelles et doivent donc s'en remettre à la coopération étrangère. Ainsi, ils n'obtiennent que des avantages indirects et sont souvent obligés d'accepter des conditions qui, n'étaient les circonstances, seraient inadmissibles. Il n'y a donc pas lieu de modifier les cinquième et sixième considérants pour y faire intervenir la notion de "liberté de choix", étant donné qu'en fait cette liberté n'existe pas. De même, mieux vaut maintenir le libellé du paragraphe 4 du dispositif, car la majorité des pays en voie de développement ne peut obtenir une participation équitable à la gestion, aux avantages et aux bénéfices qu'en augmentant sa part actuelle, qui dans certains cas est si faible que de souveraineté nationale il ne reste guère que le nom.

10. La délégation hongroise espère donc que le projet de résolution, qui ne témoigne d'aucune hostilité envers les investisseurs de capitaux privés, sera appuyée à l'unanimité par la Commission.

11. M. NATORF (Pologne) déclare que, contrairement à ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni à la 1050ème séance, le projet de résolution ne contient aucun élément idéologique hostile aux capitaux privés. La conjoncture économique qui existait en Pologne à l'époque où elle a nationalisé ses propres ressources naturelles, vingt ans auparavant, était très semblable à celle que l'on trouve actuellement dans de nombreux pays en voie de développement. A la suite de la destruction, pendant la seconde guerre mondiale, d'une grande partie de l'industrie polonaise, qui, précédemment, était dans une large mesure aux mains de capitaux étrangers, le Gouvernement polonais a pris un nouveau départ en établissant sa souveraineté juridique sur ses ressources naturelles et en assumant entièrement le contrôle de leur exploitation, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation. La position de la Pologne et des autres auteurs du projet de résolution n'a pas été dictée par des considérations politiques particulières; la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est une question capitale pour le développement économique et touche tous les pays. Malheureusement, jusqu'à présent, l'ONU n'a guère fait que réaffirmer le droit fondamental de tous les pays à l'exercice de leur souveraineté.

12. M. Natorf partage entièrement l'avis du représentant du Royaume-Uni qu'il existe un lien entre le respect de la souveraineté politique et le développement économique. Ce lien est direct et la consolidation de la souveraineté politique a nécessairement pour effet de renforcer le développement économique; en conséquence, le progrès de l'un ne saurait nuire à l'autre.

13. La souveraineté permanente comporte deux aspects principaux. Premièrement, il faut définir la situation actuelle dans les pays en voie de développement et, deuxièmement, il faut arrêter les mesures pouvant être prises pour assurer le plein exercice du droit de souveraineté permanente. Le représentant

des Etats-Unis a constaté à juste titre que de nombreux pays n'exercent pas en fait, pour l'exploitation et la commercialisation de leurs ressources naturelles, la liberté de choix qu'implique la notion de souveraineté. Mais, malheureusement, il n'a pas suggéré de mesures pratiques propres à garantir une liberté de choix véritable.

14. En gros, les amendements proposés par les Etats-Unis dans le document A/C.2/L.873 tendent simplement à affirmer que la position des pays en voie de développement s'améliorerait sensiblement s'ils disposaient d'une liberté de choix. Toutefois, cette conclusion ne représente aucun progrès par rapport aux principes énoncés dans des résolutions antérieures de l'Assemblée générale. De plus, l'un des objectifs du projet de résolution est d'affirmer le droit des pays en voie de développement à une gestion autarcique de leurs ressources naturelles si tel est leur désir, tandis que les propositions des Etats-Unis restreindraient ce droit en supprimant partout les mots "eux-mêmes". Ainsi qu'il ressort de certains paragraphes, les auteurs ne préconisent pas l'autarcie aux dépens de la coopération internationale, mais signalent simplement les autres possibilités ouvertes aux pays en voie de développement.

15. Le représentant des Etats-Unis a remarqué que la participation accrue des pays en voie de développement à la gestion et aux bénéfices des sociétés étrangères s'occupant de l'exploitation des ressources était matière à négociation entre lesdites sociétés et les gouvernements des pays intéressés. Il suffit d'examiner la répartition des bénéfices de ces sociétés et la disparité des niveaux de vie entre les pays investisseurs et les pays hôtes pour réaliser que l'on ne peut s'en remettre à un processus de négociations dans lequel une des parties est manifestement plus forte que l'autre pour assurer l'entrée en vigueur d'accords plus équitables.

16. Le représentant des Etats-Unis a également laissé entendre que l'Organisation des Nations Unies ne devait pas se prononcer en faveur d'un groupe de pays plutôt qu'en faveur d'un autre, ou intervenir pour l'une ou l'autre partie. Or, l'ONU a le devoir de chercher à relever le niveau de vie des pays pauvres et donc de les protéger de l'exploitation.

17. Les auteurs ont fait un certain nombre de concessions à l'intention d'autres délégations afin de rendre le texte aussi acceptable que possible pour tous, et ils espèrent qu'un esprit de compromis analogue sera manifesté par les délégations qui se sont opposées aux projets de résolution sur la souveraineté permanente sur les ressources naturelles au cours des années antérieures.

18. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit qu'il tient absolument à corriger l'impression produite par sa déclaration de la veille, dont on a conclu que son pays ne croyait pas à la liberté de choix. La position de la délégation américaine au sujet de la souveraineté permanente est fondée sur la conviction que tous les pays doivent avoir entière liberté de choix en ce qui concerne les méthodes d'exploitation de leurs ressources naturelles.

19. Le représentant de la Pologne a dit que l'amendement proposé par la délégation des Etats-Unis ne laisserait, dans le projet de résolution, aucune place à l'exploitation et à la commercialisation par les pays en voie de développement de leurs propres ressources naturelles. Telle n'est pas l'intention de la délégation américaine, et M. Roosevelt est prêt à réexaminer le libellé de l'amendement afin de répondre à cette objection. La version définitive du projet de résolution devrait cependant établir clairement que l'autarcie n'est pas le but spécifique des efforts que l'ONU déploie en la matière.

20. Toutes les délégations participent aux efforts accomplis par l'ONU pour élever le niveau de vie des pays en voie de développement et il est faux d'avancer que les amendements des Etats-Unis vont à l'encontre de ces efforts. En faisant allusion, dans sa déclaration précédente, à l'inopportunité d'une intervention de l'ONU dans les négociations sur l'exploitation des ressources naturelles, le représentant des Etats-Unis voulait souligner le fait que l'ONU n'avait aucun droit à négocier sur des points précis, comme par exemple le prix de revient des matières premières, et se plaçait sur le plan des principes.

21. La délégation des Etats-Unis reconnaît le droit des pays en voie de développement à une participation juste et équitable à la gestion et aux bénéfices retirés de leurs ressources, et elle est prête à participer aux consultations en vue de mettre au point, pour le paragraphe 4 du dispositif, un texte indiquant que leur participation devrait correspondre à leur principal besoin.

M. Tell (Jordanie) reprend la présidence.

22. M. MAKEEV (Union des républiques socialistes soviétiques) dit que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est une affaire qui touche aux intérêts vitaux de tous les Etats, et notamment à ceux des pays en voie de développement qui s'efforcent de lutter contre les séquelles du colonialisme, de renforcer leur économie et d'élever leur niveau de vie. Le désir légitime d'indépendance de ces pays est entravé par les monopoles étrangers et par le maintien d'accords iniques et de pratiques commerciales hérités de l'ère coloniale.

23. La souveraineté d'un pays sur ses ressources naturelles est importante pour son progrès économique sous tous ses aspects: le développement équilibré de l'agriculture, par exemple, n'est possible que si les produits agricoles sont utilisés avant tout pour le développement économique du pays producteur et non pas seulement destinés à être utilisés comme matière première par l'industrie étrangère. Pourtant, l'impérialisme a légué à de nombreux pays en voie de développement un héritage de pratiques agricoles et minières où la production de matières premières est orientée vers l'exportation; tant que ces pratiques ne cesseront pas, les pays intéressés ne pourront utiliser leurs propres ressources pour leur plus grand avantage. L'influence du contrôle des monopoles étrangers se fait encore sentir pleinement dans les régions qui n'ont pas obtenu l'indépendance, comme le Sud-Ouest africain et les territoires administrés par le Portugal. En fait, comme le montre le rapport du Sous-Comité I du Comité spécial chargé d'étudier

la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux^{1/}, l'agriculture comme la transformation des produits agricoles sont, dans ces territoires, tout entières sous la domination d'intérêts non africains et il en résulte que les Africains ne retirent qu'une part insignifiante de la richesse tirée de leurs ressources naturelles et du fruit de leurs propres efforts.

24. En ce qui concerne leurs droits souverains sur les ressources naturelles, la situation des pays en voie de développement s'est fort peu améliorée ces dernières années, sauf lorsqu'il s'agit de pays qui ont pris des mesures pour confier l'exportation et la commercialisation de leurs produits à des entreprises d'Etat et pour réformer la structure de l'agriculture. Certains Etats impérialistes sont opposés à toute tentative des pays en voie de développement d'exercer leur droit souverain. C'est donc le devoir de l'ONU de faire en sorte que les pays en voie de développement puissent user pleinement et librement de leurs ressources naturelles aux fins du développement national; le projet de résolution prévoit de telles mesures et c'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique va l'appuyer.

25. L'amendement présenté par la République démocratique du Congo (A/C.2/L.874) renforcera le projet de résolution, et la délégation de l'Union soviétique espère que les auteurs l'ajouteront au texte définitif. Quant aux amendements proposés par la délégation des Etats-Unis, s'ils expriment une attitude plus souple que celle qu'ont adoptée les Etats-Unis au cours des sessions précédentes, leur but manifeste est cependant de défendre les intérêts des monopoles étrangers déjà installés dans les pays en voie de développement et, s'ils sont acceptés sous leur forme actuelle, ils vont modifier radicalement le contenu et l'équilibre du projet de résolution.

26. La délégation des Etats-Unis a cherché à supprimer toute référence à l'exploitation et à la commercialisation des ressources naturelles par les pays en voie de développement eux-mêmes. Son représentant s'est étendu longuement sur la liberté de choix. Mais quelle sera la liberté de choix des pays en voie de développement s'ils continuent d'être exploités par les monopoles étrangers? Les Etats-Unis refusent d'admettre que le principal but du projet de résolution est de renforcer l'indépendance et la souveraineté économiques des pays en voie de développement. Ils ont prétendu que ces pays veulent l'autarcie, ce qui est inexact. Les Etats-Unis menacent d'arrêter leur aide aux pays en voie de développement si ceux-ci cherchent à exploiter leurs propres ressources naturelles. Une telle pression est inadmissible et déplacée dans une discussion au sujet de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

27. La position adoptée par la délégation des Etats-Unis au sujet du paragraphe 4 du dispositif est tout à fait révélatrice. Elle répugne à accepter que les pays en voie de développement augmentent leur participation à la gestion, aux avantages et aux bénéfices tirés de l'exploitation de leurs ressources

^{1/} Document A/AC.109/L.334.

naturelles. Elle voulait se borner à parler d'une "participation équitable" à ces avantages. Mais qui définira ce concept dans la pratique? Qu'arrivera-t-il si les sociétés étrangères refusent d'accorder aux pays en voie de développement une participation équitable à leurs bénéfices? Les amendements des Etats-Unis vont à l'encontre du principe de la souveraineté permanente et auraient de dangereuses conséquences. Les pays en voie de développement doivent avoir le droit de rédiger les lois régissant les activités des sociétés étrangères pour les maintenir fermement sous leur contrôle. Alors que les Etats-Unis défendent les intérêts des monopoles étrangers, l'ONU doit défendre ceux des pays en voie de développement. Si les Etats-Unis cherchaient vraiment à répondre au désir des pays en voie de développement, ils retireraient leurs amendements.

28. L'amendement présenté par quatre puissances (A/C.2/L.871) a également certains défauts. Il ne reflète pas la situation actuelle car, dans de nombreux pays, les capitaux privés étrangers ne jouent aucun rôle. Certains pays contrôlent les activités des investisseurs étrangers et créent des entreprises nationales pour exploiter leurs propres ressources naturelles. Le représentant de l'Union soviétique espère par conséquent que les auteurs de cet amendement pourront le rédiger de telle sorte qu'on puisse l'accepter comme principe général s'appliquant à tous les pays et à toutes les circonstances. Cet amendement n'est pas non plus conforme au but fondamental du projet de résolution. Il faut donc établir clairement que les activités des investisseurs étrangers doivent être entièrement contrôlées par le gouvernement des pays en voie de développement et aller dans le sens des intérêts de leur développement national.

29. M. NICULESCU (Roumanie) déclare que l'objectif essentiel de tous les pays qui s'efforcent d'accélérer leur progrès économique et social est de chercher à s'assurer la souveraineté sur leurs propres ressources naturelles et de les mettre en valeur dans le cadre de leurs programmes de développement. La Roumanie, dont le développement économique a été fondé, ces 20 dernières années, sur la mise en valeur de ses propres ressources, accorde une importance particulière à l'activité déployée par l'ONU en vue de la consolidation de la souveraineté des Etats sur leurs propres ressources. Dès 1957, la Roumanie a proposé que l'un des principes devant faire l'objet d'une déclaration sur la coopération économique internationale concernait le droit souverain de chaque pays de disposer de ses propres ressources naturelles^{2/}. Ce principe a été réaffirmé vigoureusement dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

30. L'accélération du développement industriel est essentielle pour tous les pays et notamment pour les pays en voie de développement. Les programmes d'industrialisation doivent être fondés sur une connaissance très approfondie des ressources naturelles. Afin d'inventorier ces ressources pour pouvoir répondre aux exigences de l'accélération du développe-

ment industriel, les pays en voie de développement doivent affirmer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et franchir les obstacles d'ordre économique, politique et juridique qui se dressent devant eux.

31. En Roumanie, par exemple, ce genre d'activité déployée dans cette direction est organiquement intégrée au plan de développement économique; il existe une corrélation permanente des recherches entreprises avec les exigences courantes et à long terme du développement économique. C'est dans cet esprit que la délégation roumaine appuie le projet de résolution, parce qu'il établit un lien étroit entre la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et l'utilisation de celles-ci, par leur inclusion dans les plans de développement nationaux. La délégation roumaine est également satisfaite de l'importance accordée dans le paragraphe 9 du dispositif à la nécessité d'une coordination.

32. M. DJOUDI (Algérie) déclare que le projet de résolution, dont l'Algérie est coauteur, répond à la nécessité, pour l'ONU, de jouer un rôle accru dans la défense des principes de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Ce faisant, l'ONU ne doit pas mettre en évidence un point de vue précis, mais essayer de dégager des principes directeurs dont devraient profiter tous les Etats, suivant les termes de la Charte des Nations Unies. Ce sont ces considérations qui ont motivé ses auteurs à présenter le projet de résolution.

33. Les pays en voie de développement ne peuvent pas exercer convenablement leur souveraineté sur leurs ressources naturelles s'ils ne participent pas à tous les stades du processus en vertu duquel ces ressources sont exploitées sur leur propre sol. Il est tout à fait faux d'alléguer qu'ils recherchent l'autarcie économique; ils n'en ont ni l'intention ni les moyens. Tout ce qu'ils réclament, c'est de pouvoir exercer effectivement leur souveraineté nationale et de donner tout son sens à la coopération entre Etats. L'Algérie a réalisé cette coopération dans ses relations avec la France, l'Union soviétique et les Etats-Unis et a institué un code des investissements qui tient pleinement compte des droits légitimes des investisseurs étrangers.

34. Il est clair que personne, au sein de la Commission, ne cherche à mettre en doute le principe de la souveraineté permanente, et le projet de résolution a été mis au point en tenant compte des appréhensions qui ont été formulées sur certains points. Il n'est pas possible d'atteindre l'objectif véritable des auteurs, qui est d'affirmer l'indépendance économique des pays en voie de développement, sans recourir à la coopération internationale. La délégation algérienne est disposée à accepter l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.871 à condition qu'il soit équilibré par l'adjonction d'un paragraphe ainsi conçu:

"Tenant compte des efforts des gouvernements des pays en voie de développement pour encourager les apports de capitaux étrangers en définissant le rôle, la place, les modalités et les légitimes garanties du capital dans le cadre de leur développement économique."

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/3740, par. 20.

35. Elle est également disposée à accepter les amendements présentés par la République démocratique du Congo et à discuter plus abondamment les amendements présentés par les Etats-Unis.

36. M. GAILANI (Irak) déclare que son pays, en tant que coauteur du projet de résolution, estime que tous les pays ont intérêt à adhérer aux principes énoncés dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Afin de préserver leur indépendance économique, les pays en voie de développement doivent exploiter eux-mêmes leurs ressources naturelles. En dernière analyse, l'industrialisation dépend des efforts intellectuels et physiques que déploient les pays eux-mêmes pour exploiter leurs ressources naturelles.

37. Avant 1961, les concessions de quatre sociétés pétrolières étrangères couvraient le territoire de l'Irak tout entier et ce pays n'avait pu explorer aucune de ses ressources latentes de pétrole. Cependant, en vertu des termes de la loi 80, promulguée en 1961, le gouvernement a prévu d'explorer et, finalement, d'exploiter les régions qui ne sont pas déjà mises en valeur par les sociétés pétrolières. La production de pétrole découlant de l'application de cette loi accuse une augmentation sensible d'année en année. Le gouvernement a également créé la Société nationale du pétrole qui est favorable à toute espèce de coopération internationale comportant des avantages mutuels pour tous les Etats intéressés.

38. La commercialisation des ressources naturelles constitue une autre question importante. Les pays en voie de développement réclament de pouvoir exercer une influence plus étendue sur les exportations de leurs ressources naturelles et dans l'élimination de tous les obstacles d'ordre tarifaire et non tarifaire. Jusqu'à présent, les pays développés n'ont guère contribué à la solution de ce problème. Heureusement, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a été en mesure d'assurer la stabilité des prix du pétrole depuis le début de ses activités en 1962.

39. Chacun comprend que la mise en valeur des ressources naturelles ne peut se faire par elle-

même, mais seulement grâce à l'application de connaissances humaines. Les pays en voie de développement comptent un grand nombre d'ouvriers disposés à travailler, mais manquent de spécialistes, d'expérience et de l'équipement nécessaire. La formation doit donc devenir partie intégrante des plans nationaux et constituer une des premières priorités pour les investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement. L'ONU et les organismes qui lui sont reliés ont grandement aidé les pays en voie de développement à s'attaquer à ce problème; toutefois il reste beaucoup à faire, en particulier en ce qui concerne l'organisation de cycles d'études et l'octroi de bourses de perfectionnement à des fins de formation. Les programmes des institutions spécialisées n'englobent pas certains aspects de la technique liés à l'utilisation des ressources naturelles, et l'élément Fonds spécial du Programme des Nations Unies pour le développement, pas plus que le groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, n'est en mesure d'apporter une aide en ce qui concerne les opérations de reconnaissance en matière géologique et géophysique. Toutefois, la délégation irakienne estime que le programme d'études de cinq ans recommandé par le Secrétaire général^{3/} ainsi que le Plan d'action mondial proposé par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement^{4/} contribueraient grandement à combler cette lacune.

40. Enfin, la délégation irakienne invite la Commission à considérer favorablement le projet de résolution, dans l'espoir qu'il obtiendra un soutien aussi large que possible et avec la ferme conviction qu'il profitera non seulement aux pays en voie de développement mais au monde entier.

La séance est levée à 12 h 55.

^{3/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 7 de l'ordre du jour, document E/4132, chap. V; et *ibid.*, quarante et unième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour, document E/4186.

^{4/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément N° 12, par. 22.

